

RADICALITÉ

Aussi stigmatisant que valorisant, le concept est souvent réduit à l'intransigeance. Il devient central dans l'idéologie conservatrice

HISTOIRE D'UNE NOTION

C'est le mot repoussoir. Ou une posture brandie comme un étendard. La radicalité est plus souvent employée pour discréditer une pensée et renvoyer à l'outrance, voire à la violence d'un camp. Dans le langage courant, elle se confond avec l'extrémisme. Mais elle est parfois revendiquée afin de désigner l'urgence d'un constat ou l'intransigeance d'un combat.

Aujourd'hui, explique l'historien des idées François Cusset, l'usage du terme « radical » est « une stratégie de délégitimation de toute forme d'opposition politique non électorale, et une manière de renvoyer dos à dos l'extrême gauche et l'extrême droite, qui depuis toujours vise à faire passer le mouvement social pour un fascisme rouge, une hystérie politique dangereuse ». Actuellement, résumait Valérie Bonnet, Béatrice Fracchiolla et Lilian Mathieu, chercheurs en sciences sociales qui ont coordonné un dossier de la revue *Mots* consacrée au sujet, « la radicalité peut autant

être revendiquée comme un label valorisant – par ses connotations d'intransigeance, voire de rudesse politique, comme dans le cas du groupuscule néofasciste *Unité radicale* –, ou jouer comme un stigmate, comme lorsque le qualificatif de radical sert à disqualifier un féminisme considéré comme outrageusement hostile aux hommes ou trop exigeant » (« De la racine à l'extrémisme. Discours des radicalités politiques et sociales », *Mots*, n° 123, ENS éditions, juillet 2020)

« Radical » est un mot forgé sur le bas latin *radicalis*, issu de *radix*, *radicis* (« racine »), qui désigne, depuis le XV^e siècle « ce qui tient à la racine, au principe d'un être ou d'une chose, donc ce qui est profond », rappelle le *Dictionnaire historique de la langue française*, dirigé par le linguiste Alain Rey (Le Robert, 2002). Nombre d'auteurs qui se réclament d'une certaine radicalité n'hésitent pas à renvoyer à son origine latine. Ainsi pour Marx, être radical, c'est « saisir les choses à la racine », écrit-il dans *Critique de la philosophie du droit de Hegel* (1844). Dans cette acception, la radicalité ce n'est pas l'extrémisme, mais

l'analyse des fondements (d'un problème, d'une question, d'une condition).

Dans un usage plus courant, elle désigne l'intransigeance d'une pensée qui va jusqu'au bout de ses conséquences, parfois même une forme de rigorisme ou d'intégrisme. Toutefois, soutiennent l'historien Nicolas Lebourg et le politologue Xavier Crettiez, « la "radicalité" a à voir avec les processus de "radicalisation" ». D'où la volonté des chercheurs de la décliner au pluriel, comme l'illustre la création du programme de recherche sur les « Violences et radicalités militantes ».

Critique d'un progressisme illimité

Ces dernières années, la nécessité de penser à la racine (des choses) s'est muée en volonté de retourner aux racines (des êtres). Toujours dans *Mots*, la politiste Eve Gianoncelli s'est intéressée à la critique radicale du libéralisme menée par le philosophe Jean-Claude Michéa et l'essayiste Gaultier Bès. L'un est un socialiste conservateur, l'autre un catholique écologiste cofondateur du mouvement des Veilleurs.

Loin des « nouvelles radicalités » ou de « l'universitaire radical-chic » qu'il pourfend, Jean-Claude Michéa estime qu'« une lutte anticapitaliste qui est incapable d'intégrer sa dimension conservatrice n'a strictement aucune chance de se développer de façon cohérente ».

De son côté, Gaultier Bès explique que « nous avons besoin autant d'enracinement que de radicalité » (*Radicalisons-nous ! La politique par la racine*, éditions Première partie, 2017). Une radicalité « enracinée » dans les origines (géographiques, nationales, religieuses ou culturelles) s'est ainsi développée

dans la critique d'un progressisme illimité. « La radicalité est devenue centrale dans l'idéologie conservatrice contemporaine », assure même Eve Gianoncelli.

Doit-on en conclure que la radicalité est passée à droite ? « Le théâtre radical est aussi bien présent des deux côtés de l'échiquier politique, mais il est indéniable que nous assistons à une radicalisation d'une partie de l'électorat de droite », estime le politiste Philippe Raynaud, qui analyse le « cynisme irréaliste » de la « politique littéraire » d'Eric Zemmour qui ne cesse d'« osciller entre l'impuissance doctrinaire et la fuite en avant extrémiste » (« Le cas Zemmour. Nouvelle donne dans la droite radicale ? » revue *Commentaire*, n° 176, hiver 2021). A tel point qu'« il vaudrait mieux, à gauche, se débarrasser du mot, s'en dissocier », dit François Cusset, et « le laisser aux factions anti-émancipatrices » de l'extrême droite.

Et si la résurgence de la notion permettait de sortir de la dépolitisation ? Ainsi, peut-on lire dans la revue *Mots*, « la radicalité, qu'elle soit revendiquée ou stigmatisée, qu'elle exige un retour aux origines ou annonce des temps nouveaux, qu'elle mobilise des émotions ou en appelle à la responsabilité, n'est qu'une des manières de dire la conflictualité au cœur du politique ». Il serait alors possible d'opposer aux discours parfois convenus sur la misère de la radicalité, la réalité d'une radicalité de la misère qui permettrait de comprendre, avant de juger, l'intempérance politique et intellectuelle des nouveaux damnés de la Terre. Et de penser, avec l'essayiste gallois Raymond Williams (1921-1988), qu'« être vraiment radical, c'est rendre l'espoir possible plutôt que le désespoir convaincant ». ■

NICOLAS TRUONG

LA NÉCESSITÉ DE PENSER À LA RACINE (DES CHOSES) S'EST MUÉE EN VOLONTÉ DE RETOURNER AUX RACINES (DES ÊTRES)

CHRONIQUE | PAR PROJECT SYNDICATE

Course à l'échalote budgétaire aux Etats-Unis

L'opinion publique américaine reconnaît en majorité que la pandémie a rendu nécessaires des dépenses de soutien ciblées (par exemple la prolongation de la durée des allocations-chômage) pour protéger les ménages les plus durement touchés. Or, le Congrès a adopté des projets de loi de plusieurs milliards de dollars proposant une aide indiscriminée, donc tout sauf ciblée.

Ainsi, l'ensemble des petites entreprises a reçu une aide de 800 milliards de dollars dans le cadre du programme d'aide qui leur est destiné. Elle a permis de sauvegarder 2 millions à 3 millions d'emplois en quatorze mois pour le coût exorbitant de 170 000 à 257 000 dollars par emploi. Pire, seulement 23% à 34% du budget de ce programme est allé directement aux travailleurs qui auraient autrement perdu leur emploi. Le reste est allé aux créanciers, aux propriétaires d'entreprises et aux actionnaires. Au total, 20% des salariés les mieux payés auraient touché 75% de l'aide.

L'idée qu'une situation sans précédent appelle des mesures sans précédent justifierait ces dépenses illimitées. En réalité, c'est la réponse à la crise financière de 2008 qui a brisé le consensus en faveur de mesures plus prudentes. Le ressentiment persistant de l'opinion publique à l'égard du secteur financier, qui a été davantage aidé que les autres à ce moment-là, a incité les dirigeants des deux grands partis américains à dépenser sans compter lorsque la pandémie a frappé. Mais les allocations-chômage ciblées étaient associées aux démocrates, tandis que les républicains cherchaient à avantager leur propre électorat, les petites entreprises.

Les fractures politiques ont, ainsi, entraîné une augmentation des dépenses non ciblées. Pourtant, les par-

tisans de la rigueur sont restés introuvables : les économistes n'ont eu de cesse d'étouffer leurs voix. De plus en plus d'économistes classiques ont souligné que la faiblesse des taux d'intérêt donnait une marge de manœuvre pour accroître le déficit budgétaire. Ils ajoutaient cependant que, si les taux d'intérêt devaient rester bas, les dépenses devaient être raisonnables. Désireux de justifier leur choix, les dirigeants politiques ont ignoré cette mise en garde. Pour eux, seul comptait le début du message...

Difficile retour en arrière

Dans le passé, la Réserve fédérale (Fed) mettait fin à son soutien monétaire avant que la situation ne dérape, et le Congrès freinait le déficit budgétaire et l'endettement. Mais le désir de la Fed d'éviter des difficultés sur les marchés a suscité davantage de prises de risque. La politique de la Fed a également renforcé la pression sur le Congrès pour qu'il adopte des mesures en faveur des entreprises et des ménages. C'est ce qui a conduit à l'inflation et à la conviction que la Fed ne relèvera pas ses taux.

Tout cela rend plus difficile un retour à la politique précédente. Quand la Fed augmente ses taux d'intérêt, le coût du service de la dette pour les dépenses précédemment engagées par l'Etat limite ses dépenses futures – notamment celles destinées à réduire les inégalités, à réagir aux situations d'urgence et à lutter contre le réchauffement climatique.

La crédibilité d'une politique économique, quelle qu'elle soit, a ses limites. Et il en est de même des ressources dont dispose un pays. Aussi vaut-il mieux les utiliser pour aider les gens les plus en difficulté et non pour protéger ceux qui ont les moyens de s'en sortir par eux-mêmes. Si tout le monde veut bénéficier d'une aide, ce sont les plus faibles qui en payeront le prix. Les pays émergents en ont déjà fait l'expérience, ce sera peut-être maintenant au tour des pays développés. ■

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

Raghuram Rajan a été gouverneur de la banque centrale indienne. Il est actuellement professeur de finance à la Booth School of Business de l'université de Chicago. © Project Syndicate 1995-2022

TENTER DE MIEUX COMPRENDRE LA HONGRIE



LA HONGRIE SOUS ORBAN collectif, sous la direction de Corentin Léotard, Plein Jour, 220 p., 19 €

LIVRE

La plupart des Français ne connaissent de la Hongrie que Viktor Orban, son premier ministre nationaliste qui secoue l'Europe de l'intérieur, et Budapest, destination prisée pour un week-end festif ou culturel. A quelques semaines des élections législatives du 3 avril, au cours desquelles M. Orban espère bien décrocher un quatrième mandat d'affilée, *La Hongrie sous Orban* est un ouvrage bienvenu pour tenter de mieux comprendre ce pays d'Europe centrale, devenu « le laboratoire européen d'une contre-révolution conservatrice », comme l'écrivent les auteurs en préambule.

Rédigé les jeunes journalistes du *Courrier d'Europe centrale*, un site Internet qui couvre l'actualité de la région en français, ainsi que par l'ancien journaliste du *Monde* Daniel Psenny, le livre se présente comme une série de reportages en forme de cartes postales écrites depuis divers endroits de la Hongrie. Plutôt que de se focaliser sur Viktor Orban et ses désormais onze années de recul démocrati-

que, les auteurs cherchent d'abord à présenter la Hongrie dans toute sa diversité et sa « complexité ».

Avec eux, on voyage avec plaisir dans les communes perdues et dépeuplées du pays, à la rencontre du dernier maire communiste, d'une édile qui dirige une coopérative fromagère à la frontière roumaine ou dans un bastion du Fidesz, le parti de Viktor Orban. On se penche aussi avec détails sur les divisions de la communauté juive, sur le rôle de la photographie dans la construction de la mémoire collective hongroise, ou l'on suit avec amusement les errances alcoolisées de Zoltan Karnics, chanteur de Psycho Mutants, un groupe de rock à la gloire perdue de Pecs, dans le sud du pays.

Une galerie de reportages

Piochée dans les carnets de reportage – inexploités ou rédigés de manière spécifique pour l'ouvrage –, cette galerie documentée de reportages, de portraits et d'analyses réussit avec succès à démentir l'image trop simpliste et unique parfois

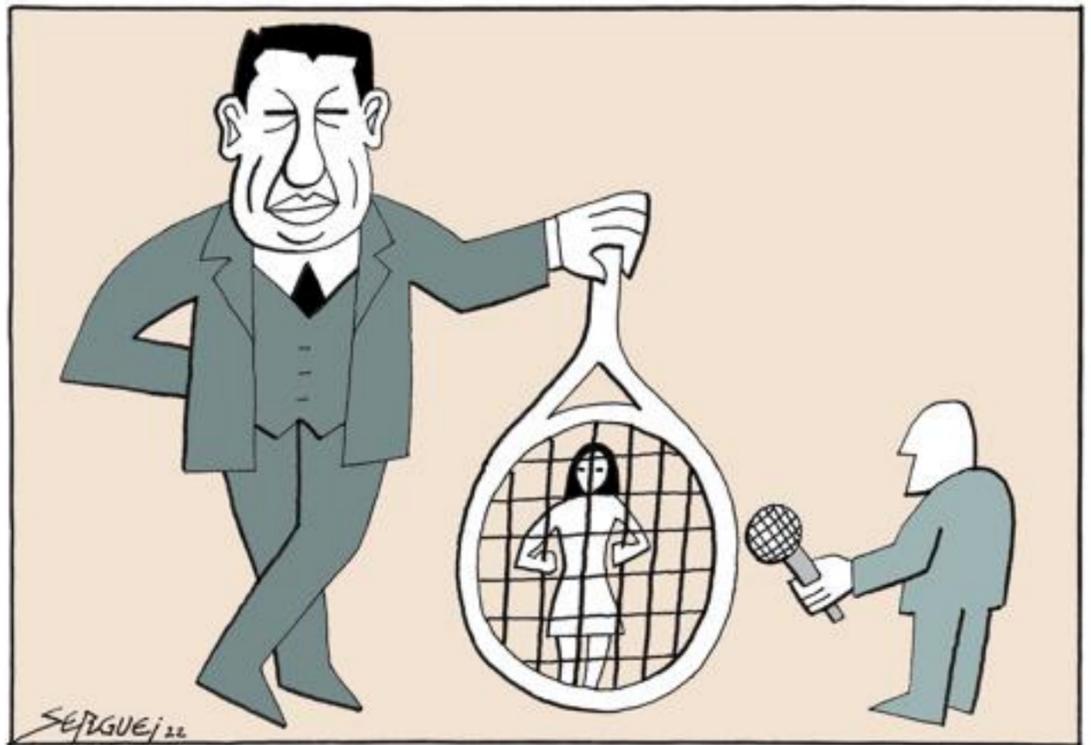
collée à ce pays de près de dix millions d'habitants.

Trop disparate dans son écriture et dans ses thèmes, l'ouvrage manque l'objectif d'expliquer comment cette petite nation réputée durant l'ère communiste pour son libéralisme a pu basculer dans le nationalisme et opérer de tels reculs démocratiques – le livre tourne ainsi autour d'Orban sans oser l'approcher franchement. Pour autant, la question se retrouve en filigrane dans tout l'ouvrage. « Peut-être que des gens ont besoin de sentir que nous sommes plus grands et plus beaux qu'il n'y paraît », glisse ainsi Miklos Tamas, créateur du site Fortepan, la plus grande banque d'images collaborative de Hongrie, bien placé pour savoir que le « passé [des Hongrois] a l'air bien mieux en photo qu'il ne l'a vraiment été ».

Mais le livre est d'abord un cri d'amour à cette « grande plaine hongroise » de la part de journalistes passionnés. Ils ne cachent pas leur admiration pour tous ceux qui résistent avec courage aux multiples pressions du pouvoir. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Sort des sportives en Chine | PAR SERGUEI



LE RESENTIMENT DE L'OPINION PUBLIQUE À L'ÉGARD DU SECTEUR FINANCIER A INCITÉ LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS À DÉPENSER SANS COMPTER